

## Edito



Ce putain de virus est toujours là ! Pire, il mute et il est variant, transmis, voyageant d'un pays à l'autre, arrogant mais pas E RA DI QUÉ ! Les mesures barrières, le couvre-feu, un re-confinement en projet, le vaccin, les pour, les antis, la peur, la crainte... Une situation anxiogène et surtout amplifiée si tu écoutes les infos... Alors, on a fêté Noël tant bien que mal, on s'est dit « Bonne année et surtout la santé... » Ça ne mange pas de pain ! Une soupape qui a permis d'être en famille, de revoir les amis...

Cette situation, le gouvernement en use et en abuse. Il met le populo « sous contrôle ». Il continue encore et encore son travail de sape et le MEDEF et ses sbires poursuivent sans vergogne de célébrer l'argent ROI ! Pas un jour sans un flot de licenciements, pas un jour sans des mesures liberticides et coercitives à l'égard des salariés ! Et si tu oses te rebeller, il y a la répression ! Jamais les tribunaux n'ont autant vu des syndicalistes fouler leurs sols feutrés et bien souvent ennemis de notre légitimité...

Je veux vous dire...

- A toi Manu, 43 ans, habitant Paris dans le 8<sup>ème</sup>, que nous ne souffrons plus ta politique aggravant le sort des petits, des sans-dents pendant que tu fleuris à donf un Elysée désert,
- A toi Jean, 55ans du 7<sup>ème</sup>, que nous ne comprenons plus tes interventions, METRO OK, REMONTEES MECANIKES PAS OK, CANTINE OK, RESTOS PAS OK...
- A toi, Olivier, 40 ans du 7<sup>ème</sup> et roi du Ségur qui nous dit être au top en matière de santé publique et qui continue de fermer des lits voire des hôpitaux...
- A toi, Elisabeth, 59 ans, de la rue de Grenelle qui te réjouis d'une augmentation de 15 balles par mois pour le SMIC, as-tu seulement essayé de vivre avec ?
- A toi Roselyne, 74 ans de Paris 1<sup>er</sup> que tu es non essentielle et que la culture crève
- A tous vos potes, qui ne crèchent pas en logement social, que la situation est ALARMANTE !

**Ceci étant dit, l'année qui arrive sera celle que NOUS en ferons !**

**Il nous faut CONSTRUIRE ENSEMBLE cette société plus humaine, plus juste et à laquelle on aspire.**

On ne lâche rien ! Il y a des secteurs qui se mettent en mouvement, la santé, l'éducation, l'énergie et nous sommes tous des usagers de ces SERVICES PUBLICS, le ciment de notre nation. Soyons à leurs côtés autant que faire se peut et **TOUS ENSEMBLE, le 4 FEVRIER, MASQUES mais pas MUSELES**

**RETROUVONS NOUS pour porter NOS REVENDICATIONS du privé, du public, des privés d'emploi, des retraités et INVESTISSONS LA RUE et FAISONS NOUS ENTENDRE !**

Syndicat CGT Pôle emploi Hauts-de-France  
notre page [Facebook](#), notre site internet [cgt-pole-emploi-hauts-de-france.fr](http://cgt-pole-emploi-hauts-de-france.fr).  
pour nous contacter [syndicat.cgt-hdf@pole-emploi.fr](mailto:syndicat.cgt-hdf@pole-emploi.fr)

## Violences faites aux femmes cause prioritaire du quinquennat Macron ?

Numéro d'écoute des violences faites aux femmes :

**« désolé, votre temps d'appel est dépassé »**

Alors que le nombre de féminicides augmente chaque année, le gouvernement souhaite ouvrir à la concurrence le numéro d'écoute, le **3919**, pour les femmes victimes de violences et en faire ainsi un marché source de profit.

Cette ligne nationale d'écoute a été créée et gérée depuis près de 30 ans par Solidarité Femmes, en appui avec 12 associations nationales de défense des droits des femmes. Mais la vie de ces associations dépend de l'Etat et elles réclamaient d'ailleurs plus de moyens pour continuer leur travail d'accompagnement des femmes victimes de violences et améliorer leur prise en charge. La fédération souhaitait en effet pouvoir ouvrir la ligne d'écoute 24h/24 car elle ne fonctionne actuellement que de 9h à 22h en semaine, et de 9h à 18h le weekend.

**Quelle a été la réponse du gouvernement ? Tout simplement que le soutien financier de l'Etat allait être remplacé par un marché public ouvert à la concurrence.**

**Pour la CGT, le 3919 doit rester une ligne d'écoute accessible sans condition et non pas transférée à des gestionnaires à des fins de profits !**

**En 2021, comme en 2020.**

Je te crois.  
Tu es courageuse.  
Tu n'y es pour rien.  
Le coupable, c'est lui.  
La loi interdit les violences.  
Je peux t'aider.

**Pour une année sans violences masculines.**

noustoutes.org

## COUVERTURE SANTÉ



## NEGO... MUTUELLE, TOUJOURS MOINS !

Des négociations sont actuellement en cours au sujet de notre protection sociale : santé et prévoyance. Sous couvert d'un régime qui serait déficitaire, la direction générale de Pôle tente d'imposer une baisse drastique des prestations, mais aussi du régime de prévoyance. En Hauts de France il y a eu beaucoup de licenciements pour inaptitude organisés par la Direction Régionale. Quelques fois ces licenciements étaient même « conseillés et impulsés » par elle. Quasiment jamais aucune proposition de reclassements n'a été faite pour ces collègues.

La dégradation de nos conditions de travail, la perte de sens de nos missions sont aussi pour beaucoup dans cette hausse d'arrêt maladie.

### CONCERNANT LE PANIER DE SOINS

|                 |            |
|-----------------|------------|
| TOTAL ECONOMISÉ | 3 132 836€ |
|-----------------|------------|

Economisé 'décès' 3997440€ + Economisé 'incapacité' 3622880€ + Economisé 'invalidité' 2498400€

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| TOTAL ECONOMISÉ | 10 118 520€ |
|-----------------|-------------|

**Ce qui représente au final une coupe des prestations de 13 251 356€.**

IL N'Y A PAS QUE LES FEMMES QUI SONT VICTIMES DE VIOLENCE



**Sanofi** a annoncé aux syndicats que 400 postes dévolus à la recherche pharmaceutique allaient bientôt disparaître. Ce chiffre choque les syndicats par son ampleur. La suppression de postes destinés à la recherche chez les géants français de l'industrie pharmaceutique vient semer le trouble en pleine période de fabrication des vaccins contre la Covid-19. Que se passe-t-il donc à la tête de Sanofi ? La direction, elle, avance que le plein-emploi est maintenu sans chômage partiel au cœur de la crise, et rappelle la prime exceptionnelle distribuée à 15 000 collaborateurs mobilisés durant l'épidémie. "Une rallonge de 1 500 euros, versée en deux fois pour laquelle il a fallu batailler" tempèrent les syndicats, lesquels auraient préféré une pause dans le paiement des dividendes qui ne devraient pas connaître d'interruption cette année.

## ETHIQUE... En Macronie ce mot n'existe pas... ou seulement pour les premiers de cordées !

Dernièrement, vous en avez certainement entendu parler au « informations » de TF1 ou BFM... Des articles de la loi de finance 2021 donnent accès aux agents de Pôle emploi à encore plus de données personnelles des demandeurs d'emploi dans le but de vérifier les fraudeurs... Comptes bancaires, factures de téléphonie, contrat d'assurance vie... Et si le fraudeur... Euh le privé d'emploi ne s'exécute pas sous 30 jours et/ou en cas de refus, la LOI prévoit une amende de 1500 euros...

Encore une fois, en tant que conseiller Pôle emploi, j'estime que ce n'est pas mon job de jouer à big brother !!! Par contre, pas touche aux fraudeurs fiscaux, ces gentils premiers de cordées pour qui, plus le temps passe, plus les lois s'assouplissent.

Le rappel que la CGT POLE EMPLOI fait :

- Les fraudes et erreurs de déclarations à l'assurance chômage ne concernent qu'un petit pourcentage de l'ensemble des allocations versées (0,5 %) 178 MILLIONS

En comparaison :

- Fraude aux prélèvements sociaux (employeur ou entreprises) ?.....1,35 Milliards
- ~~Evasion~~ Fraude fiscale : .....117,9 Milliards

Conclusion :

Chers gouvernants, au lieu de taper toujours sur les mêmes et de donner accès aux conseillers du service public de l'emploi à des moyens de coercitions dont nous ne voulons pas (ce n'est d'ailleurs pas notre métier !!!)

**Attachez-vous plutôt à renforcer les effectifs de l'Administration et de lutter enfin contre cette fraude fiscale.**

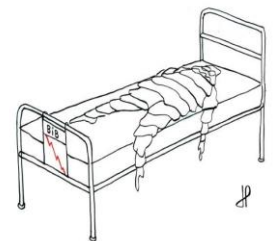


### Michelin dégonfle ses effectifs !

Le groupe Michelin a annoncé ce 6 janvier son intention de supprimer jusqu'à 2300 postes en France dans les trois ans à venir. Uniquement des départs volontaires promet l'équipementier. La saignée dans les effectifs se poursuit. En d'autres termes, le leader mondial du pneumatique a décidé d'alléger singulièrement ses effectifs français à horizon trois ans, en appelant le personnel à des départs volontaires.

**Suppression de 2300 postes mais 1,7 milliard d'euros de bénéfices. Juteux dividendes de 357 millions € pour ses actionnaires, soit l'équivalent de 155 000 euros pour chaque emploi qui doit être supprimé sur les trois prochaines années. 12 millions d'euros d'argent public pour payer le chômage partiel ;** en réduisant de seulement 3 % le dividende versé à ses actionnaires, Michelin aurait donc pu se passer d'argent public pour rémunérer ses salariés pendant le confinement.

### MICHELIN : SUPPRESSION DE POSTES



« Très chère CGT

Sachez que j'ai fortement apprécié notre collaboration tout au long de ces très fructueuses années, dans une région où les difficultés sociales et professionnelles nécessitent encore plus qu'ailleurs pour accompagner le retour à l'emploi et que c'est le cœur lourd que je vous quitte pour d'autres lieux.

Je continuerai, avec force, à défendre le service public, à mettre l'humain au cœur de mes décisions et regretterai nos échanges parfois musclés.

J'espère néanmoins que nous nous retrouverons très vite pour mener ensemble des combats primordiaux.

Fraternellement,

Nââdine »



### Disparition de la mesure du bonus-malus sur la taxation des CDD

Notre confédération s'étonne cependant (et proteste en ce sens) que ce report, tout en maintenant les dispositions néfastes aux demandeurs d'emplois (calcul défavorable du SJR ou salaire journalier de référence, durcissement des conditions d'entrée dans le droit à l'allocation et dégressivité) à terme, annule simultanément les dispositions, pourtant à ses yeux insuffisantes, destinées à pénaliser les abus de contrats courts (bonus-malus sectoriel et taxe sur les CDDU). Notre organisation syndicale maintient que cette réforme doit purement et simplement être abandonnée sur ces aspects, pour revenir aux dispositions précédentes (y compris celle relative au rechargement des droits concernant plus particulièrement les saisonniers et salariés contraints d'enchaîner des CDD courts) qui résultaient de la convention négociée en 2017 et qui auraient dû rester en vigueur jusqu'à la fin de cette année, sans l'intervention du gouvernement.

Rappelons que nous avons fait une proposition de bonus-malus sur les abus de contrats courts dont les simulations démontraient sa double efficacité (lutte contre les abus de CDD et économies pour l'assurance chômage).

👁️👁️ **RETRAIT DE POSTES ???** 😞  
🙄 **OUI, NOUS AVONS BIEN LU !** 😞

Nous avons pris connaissance du dernier du relevé de nominations et constatons, avec stupeur, que les « retraits de postes » sont légion !!!

Quid de la qualité du service public rendu aux usagers ?

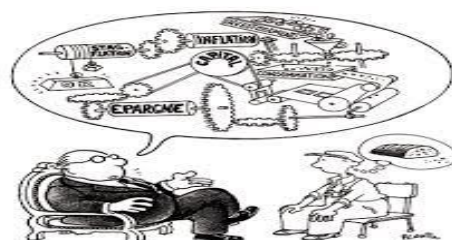
N'y a-t-il pas dans les tuyaux, des regroupements d'agences, voire des suppressions futures de sites ?

L'amplification du télétravail n'en serait-il pas la cause ?

Réfléchissons aux conséquences pour le public et pour les agents... (Proximité ? Mutation ?...)

### Assurance-chômage : la réforme choc prônée par le Conseil d'analyse économique

Dans une note publiée ce mardi 12 janvier, le Conseil d'analyse économique estime que « les partenaires sociaux jouent un rôle de façade » dans l'assurance-chômage. Jugeant la réforme de 2018 « inefficace », il préconise l'étatisation du régime via l'intégration de son budget dans celui de la Sécurité sociale. Ballon d'essai ou initiative de francs-tireurs ? Alors que la réforme de l'assurance-chômage est pour l'heure suspendue, le conseil d'analyse économique vient de rédiger une nouvelle proposition. Cette instance qui conseille le Premier ministre recommande de moduler le chômage en fonction de la situation économique. En cas de crise, la durée d'allocation serait allongée à 30 mois. À l'inverse, en cas de croissance, le nombre de mois d'allocations serait réduit à 18, contre 24 aujourd'hui. Objectif : encourager les chômeurs à chercher du travail plus rapidement en cas de reprise économique.



## Calme et tranquille

**Urgent** : répondre aux **mail.net** dans les 48 heures. Pour l'EDE et les MEVO, c'est 24 heures.

**Urgent** : les **plans d'action** Santé et Bâtiment

**Urgent** : le plan **Jeunes**

**Urgent** : la Semaine pour l'Emploi des **Personnes Handicapées**

**Urgent** : le **DuoDay**

**Urgent** : le **Salon** Jeunes d'Avenir

**Urgent** : les **#tousmobilisés**

**Urgent** : les **#unjeuneunesolution** (je proposerais bien #unjeuneunemploi plutôt)

**Urgent** : la Semaine de l'**apprentissage**

**Urgent** : le traitement de la **GED**

**Urgent** : les demandes d'**abondement CPF** sous 10 jours, les AIF, les Pass

**Urgent** : les **RIC** (Réunions d'Informations Collectives pour les non-initiés) sur des formations TMI

**Urgent** : les **chantiers** d'insertion

**Urgent** : les nombreux **recrutements** d'Assistant(e)s de vie avec permis et véhicule

**Urgent** : le traitement des **réclamations** et des fiches **escalade**

**Urgent** : la Semaine du **numérique**

**Urgent** : la Semaine de la **Santé**

**Urgent** : l'ouverture de plages de RV sur **PRDVL**

**Urgent** : la gestion de **portefeuille** et la mise à jour des ORE

**Urgent** : les **audios**, brief, réunion d'équipe, de service, points RH, présentation d'actions, de prestations, de recrutements, d'offres non pourvues, « webinaires », webconf

**Urgent** : le **tutorat** des collègues récemment arrivés

**Si je n'y arrive pas, c'est que je ne dois pas savoir m'organiser...**

**J'ai la solution : il faut que je m'organise à la semaine !**

Bon, **lundi** matin, traitement du **courrier** (scan, archivage, enregistrement sous le commun, trace de contact...)

Lundi après-midi, plages **PRDVL** complètes. Entre-deux, ça va le faire... ? Pas sûr. Le lendemain ?

Ok, **mardi** matin : **accueil**, ouais. Bon, ce sera pour cette après-m. Ah, plages **PRDVL** complètes. Le mercredi ?

Alors..., voyons voir..., **mercredi**... Oups, **ESI** le matin, l'après-midi **PRDVL** complètes. Il va me rester un créneau jeudi, c'est sûr !

Ouais, **accueil sanitaire jeudi** matin et.....réunion d'équipe l'après-midi. Allez, si c'est en audio, je pourrais traiter quelques mails.

**BURN OUT, BURN OUT,**  
VOUS CROYEZ QUE C'EST  
LE MOMENT AVEC TOUT CE TRAVAIL...



**Vendredi** matin : **GPF blindé**, forcément vu le nombre de demandes de RV. Au 38<sup>ème</sup> mail m'informant que « Vous avez des récupérations d'heure à prendre », j'ai fini par poser mon vendredi après-midi. Bon week-end !

### Citation du mois

« Tout ce qui dégrade la culture raccourcit les chemins qui mènent à la servitude »

**Albert Camus**